Au Burundi, des élèves au ban de l'école

Deutsche Welle, 21.09.2016 Une nouveauté attend les élèves du fondamental, cette année: ils n'auront plus droit au redoublement en cas d'échec au concours de fin de cycle. De quoi en mettre certains de facto au ban de l'école. Au Burundi, les élèves des écoles privées ont retrouvé les salles de classe, mais pas encore ceux des établissements publics. Tous sont par contre concernés par une réforme qui fait déjà grogner: ceux qui échoueront à l'examen qui sanctionne la fin du fondamental, n'auront plus droit au redoublement.

Par conséquent, près de 80.000 élèves risquent de se retrouver dans la rue, après la 9^{ème} ou la 10^{ème} année, rejetés de facto par le système scolaire. Antidite Niragira, notre correspondant à Bujumbura, a recueilli les inquiétudes des élèves, parents et défenseurs des droits des enfants: écoutez son reportage en cliquant sur l'image ci-dessus. Les coliers, premiers lauréats de l'école fondamentale sont embarrassés. Certains n'ont plus de droit au redoublement quoi que ce soit leur droit, ce que déplore le porte parole de la Solidarité pour la jeunesse chrétienne pour la paix et l'enfance. Inquiet, le pédagogue David Ningaza fait une analyse pédagogique et critique de la situation. Par exemple, les enfants qui ont aussi en classe qui n'ont pas aussi le concours, ces enfants ont le refus de reprendre l'année. Mais les enfants qui avaient échoué en classe qui ont aussi le concours, ce sont ces enfants qui vont monter en classe. Est-ce que c'est le concours vraiment qui prime sur l'évaluation de toute l'année? Parce que l'évaluation pédagogique, il y a les interrogations, les devoirs, les examens, les travaux pratiques, l'éloquence, la discipline aussi inclus. Refuser celui-là qui a aussi dans toutes ces branches et accepter quelqu'un qui vient de tomber sur le concours national, peut-être qu'il a triché ou pas. C'est-à-dire que ce sont les faibles qui ont le privilège." pour les enfants? Le nouveau système éducatif dit école fondamentale privilégie en principe l'éducation pour tous. Mais à sa seule première promotion, 80 000 élèves sont chiffrés avoir échoué et par conséquent sans latitude de continuer les études post-fondamentales. Leurs parents sont anxieux quant à l'avenir de leurs enfants. Inquiétude de Pierre Claver: son fils a perdu le privilège de continuer les études. Il craint les conséquences néfastes sur la société. "Les enfants n'avaient de temps de se livrer à la débâche, qu'est-ce qui va se passer maintenant? Pour les garçons un moment où le banditisme bat son plein, que feront-ils s'ils n'ont rien à faire, s'ils ne vont plus à l'école? fait peur et même inquiète vraiment." D'autres vont plus loin dans leurs analyses. La situation s'empire disent-ils, alors Burundi connaissait déjà un taux de chômage trop élevé. Avis inquietant partagé par les partenaires éducatifs. Le gouvernement burundais a mis en place l'école fondamentale par une réforme, en 2013-2014, comme une prolongation, de la 7^{ème} à la 9^{ème} année, du cycle primaire. Un concours sanctionne le passage dans le secondaire. La promotion 2016 est donc la première de l'école fondamentale.